



Conseil des droits de l'homme
Groupe de travail sur l'Examen périodique universel
Trente-sixième session
4-15 mai 2020

Résumé des communications des parties prenantes concernant les États-Unis d'Amérique*

Rapport du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme

I. Cadre général

1. Le présent rapport a été établi conformément aux résolutions 5/1 et 16/21 du Conseil des droits de l'homme, en tenant compte de la périodicité de l'examen périodique universel. Il s'agit de 139 communications de parties prenantes¹ à l'Examen périodique universel, présentées sous une forme résumée en raison de la limite fixée à la longueur des documents.

II. Renseignements reçus des parties prenantes

A. Étendue des obligations internationales² et coopération avec les mécanismes et organes internationaux de protection des droits de l'homme³

2. S'agissant des recommandations issues du précédent Examen périodique universel (EPU) sur la ratification des instruments internationaux⁴, Human Rights Watch indique qu'aucun nouveau traité relatif aux droits de l'homme n'a été signé ou ratifié⁵.

3. Les auteurs de plusieurs communications recommandent aux États-Unis d'Amérique de ratifier le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels⁶, la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes⁷, la Convention relative aux droits de l'enfant⁸, la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille⁹, la Convention relative aux droits des personnes handicapées¹⁰, la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées¹¹, le deuxième Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques¹², le Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants¹³, la Convention de 1954 relative au statut des

* La version originale du présent document n'a pas été revue par les services d'édition avant d'être envoyée aux services de traduction.



apatrides, la Convention de 1961 sur la réduction des cas d'apatridie¹⁴, ainsi que les Conventions de l'Organisation internationale du Travail (OIT) concernant la liberté syndicale et la protection du droit syndical (n° 87)¹⁵, le droit d'organisation et de négociation collective (n° 98)¹⁶ et les peuples indigènes et tribaux (n° 169)¹⁷.

4. Les États-Unis sont également invités à ratifier les Protocoles additionnels I et II aux Conventions de Genève¹⁸, le Statut de Rome de la Cour pénale internationale¹⁹, le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires²⁰, le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires²¹ et le Traité sur le commerce des armes²².

5. Amnesty International note que les États-Unis n'ont pas accepté de demandes d'invitation pour des visites officielles des titulaires de mandat au titre des procédures spéciales depuis 2018 et qu'en juin 2018, ils se sont retirés du Conseil des droits de l'homme²³. SBCC relève que les États-Unis se sont retirés du Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières²⁴. Human Rights Watch indique que les États-Unis ont annoncé qu'ils ne coopéreraient plus avec la Cour pénale internationale et qu'en avril 2019, ils ont révoqué le visa de la Procureure de la Cour²⁵.

6. Les auteurs de la communication conjointe n° 62 recommandent que les États-Unis poursuivent les négociations sur la limitation des armements nucléaires et l'élimination des armes nucléaires à l'échelle mondiale²⁶.

B. Cadre national des droits de l'homme²⁷

7. Les auteurs de la communication conjointe n° 16 recommandent de prendre des dispositions en vue de créer une institution nationale des droits de l'homme²⁸.

8. Les auteurs de la communication conjointe n° 5 recommandent que les États-Unis soutiennent la mise en place de mécanismes fédéraux efficaces pour coordonner, avec les responsables locaux et ceux des États, le suivi et la mise en œuvre des droits de l'homme au niveau international en ce qui concerne la collaboration avec les organes conventionnels, les procédures spéciales et l'EPU²⁹.

C. Respect des obligations internationales en matière de droits de l'homme, compte tenu du droit international humanitaire applicable

1. Questions touchant plusieurs domaines

Égalité et non-discrimination³⁰

9. Les auteurs de la communication conjointe n° 5 font observer que la discrimination et l'inégalité sont des phénomènes récurrents aux États-Unis et que les actes de harcèlement et de discrimination se sont multipliés ces deux dernières années³¹.

10. Les auteurs de plusieurs communications font part de préoccupations relatives à certaines déclarations et propos du pouvoir exécutif³² concernant, entre autres, les relations raciales, les peuples autochtones, les personnes issues de pays africains et musulmans, ainsi que les immigrants et les réfugiés³³.

11. CCR indique que les États-Unis ont tenté d'exclure des personnes transgenres de l'armée et annulé certaines directives ou modifié les règles régissant la protection des droits à l'école des membres de la communauté LGBTQIA+ et de leur accès aux soins de santé³⁴. HRC fait savoir que les membres de la communauté LGBTQ restent exposés aux crimes de haine, en particulier dans les États qui ne leur offrent pas de protection spécifique³⁵, et Amnesty International signale que le nombre de crimes de haine fondés sur l'orientation sexuelle ou l'identité de genre a augmenté chaque année entre 2015 et 2017³⁶.

Développement, environnement, entreprises et droits de l'homme³⁷

12. Les auteurs de la communication conjointe n° 54 constatent que la politique énergétique reste essentiellement axée sur les combustibles fossiles et que les industries

pétrolière et gazière bénéficient d'une fiscalité favorable³⁸. JAI note que les États-Unis se sont abstenus de mettre en place des mécanismes de contrôle efficaces à l'égard des entreprises contribuant aux émissions de gaz à effet de serre et s'approprient à supprimer des dispositions réglementaires afin que ces entreprises puissent accroître leurs émissions³⁹. Les auteurs de la communication conjointe n° 16 indiquent que les États-Unis ont abrogé la réglementation relative à la pollution des eaux afin de favoriser l'hydrofracturation sur les terres fédérales et autochtones⁴⁰.

13. Selon les auteurs de la communication conjointe n° 53, de puissants monopoles industriels qui ont bâti leur empire sur les monocultures, les semences génétiquement modifiées, les pesticides nocifs, les pratiques d'élevage abusives et les technologies destructrices des sols se sont approprié des terres agricoles et les systèmes agroalimentaires⁴¹.

14. Guale-Nation invite les États-Unis à respecter leurs engagements au titre de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques⁴². Les auteurs de la communication conjointe n° 54 recommandent de réintégrer l'Accord de Paris⁴³.

15. Les auteurs de plusieurs communications soulignent l'impact négatif des mesures coercitives unilatérales imposées par les États-Unis à des pays tiers⁴⁴, en particulier sur le droit à la santé⁴⁵ et le droit à l'alimentation⁴⁶.

*Droits de l'homme et lutte antiterroriste*⁴⁷

16. Concernant les recommandations de l'EPU relatives à la fermeture du centre de détention de Guantánamo Bay⁴⁸, les auteurs de plusieurs communications notent qu'il reste ouvert⁴⁹. La Commission interaméricaine des droits de l'homme de l'Organisation des États américains condamne le décret, annoncé en 2018, en faveur du maintien en activité des infrastructures pénitentiaires militaires de Guantánamo Bay et de la possibilité que des détenus supplémentaires y soient transférés⁵⁰.

17. CCR rapporte que le centre pénitentiaire de Guantanamo Bay compte toujours quarante détenus, parmi lesquels des hommes vieillissants à la santé de plus en plus précaire⁵¹. Amnesty International indique que sept d'entre eux doivent être jugés par une commission militaire habilitée à prononcer la peine de mort en cas de verdict de culpabilité. Le procès des personnes accusées d'infractions pénales en lien avec les attentats du 11 septembre 2001 doit débiter en 2021⁵². Les auteurs de la communication conjointe n° 40 se disent préoccupés par les conditions de détention au centre pénitentiaire de Guantánamo Bay⁵³, et les auteurs de la communication conjointe n° 59 signalent l'insuffisance des soins médicaux et la dégradation de l'état de santé des détenus du fait de leur détention prolongée⁵⁴. CVT recommande aux États-Unis d'autoriser le Rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants à se rendre à Guantánamo pour y effectuer une évaluation complète incluant des entretiens sans surveillance avec les détenus⁵⁵.

18. Amnesty International indique qu'aucune poursuite n'a été engagée contre les responsables des infractions pénales, y compris des actes de torture et des disparitions forcées, commises dans le cadre du programme de détentions secrètes de la CIA autorisé de 2001 à 2009 et que les enquêtes sommaires réalisées ont entre-temps été classées⁵⁶.

2. Droits civils et politiques

*Droit à la vie, à la liberté et à la sécurité de la personne*⁵⁷

19. Amnesty International déclare qu'en vertu de leur doctrine de « guerre mondiale », les États-Unis ont recouru à plusieurs reprises à la force létale dans le monde, y compris au moyen de drones armés, et qu'en dépit des demandes d'éclaircissements, ils ont manqué de transparence au sujet des normes et critères juridiques et politiques régissant le recours à la force létale hors de leurs frontières⁵⁸.

20. GICJ exprime sa préoccupation face à l'invasion et à l'occupation d'un pays tiers⁵⁹ et au non-respect du principe de responsabilité⁶⁰. Les auteurs de la communication conjointe n° 2 s'inquiètent des effets de l'assistance américaine en matière de sécurité en

faveur d'une coalition engagée dans un conflit armé dans un pays tiers⁶¹. ADHRB constate avec préoccupation qu'un pays tiers visé par des allégations d'atteintes généralisées aux droits de l'homme bénéficie d'une assistance à la sécurité⁶².

21. ACLU indique que le recours à la peine de mort est en net recul et cantonné à certaines juridictions, bien que d'importants problèmes subsistent. La peine de mort est officiellement maintenue dans vingt-neuf États, de même qu'au sein des systèmes fédéral et militaire. Dans ces juridictions, elle est appliquée de manière arbitraire et discriminatoire sur la base de critères raciaux, géographiques ou socioéconomiques, et en fonction de la qualité de la représentation⁶³. Les auteurs de plusieurs communications notent qu'en juillet 2019, le Département de la justice a annoncé son intention de rétablir la peine de mort fédérale⁶⁴, qui n'était plus appliquée depuis 2003⁶⁵.

22. Amnesty International signale que, dans de nombreux cas, des prisonniers ont été exécutés en dépit de doutes sérieux quant aux procédures qui avaient mené à leur condamnation⁶⁶. Les auteurs de deux communications indiquent qu'en 2002, la Cour suprême a décidé d'exempter les personnes présentant de graves handicaps mentaux et intellectuels de la peine de mort⁶⁷. Les auteurs de la communication conjointe n° 55 notent toutefois que les États ont toute latitude de définir la notion de handicap intellectuel, ce qui entraîne des incohérences, ainsi que la condamnation à mort de personnes présentant de tels handicaps⁶⁸.

23. Les auteurs de la communication conjointe n° 38 recommandent l'instauration d'un moratoire sur la peine de mort au niveau fédéral et au niveau des États en vue de son abolition complète⁶⁹.

24. Se référant aux recommandations sur l'usage excessif de la force par les forces de l'ordre⁷⁰, Human Rights Watch déclare que même lorsqu'il existe des preuves solides d'un recours excessif, souvent léthal, à la force, les agents en cause ne sont généralement pas inculpés au pénal ni amenés à répondre de leurs actes⁷¹. Amnesty International indique que, bien que le Gouvernement n'ait pas assuré un suivi efficace du nombre annuel de décès dus à l'emploi excessif de la force, il ressort des quelques données disponibles que le recours à la force meurtrière par la police touche les Afro-Américains de manière disproportionnée⁷². Les auteurs de la communication conjointe n° 18 déclarent que le profilage racial au sein de la police reste omniprésent⁷³.

25. Il est recommandé aux États-Unis de veiller à ce que les assemblées législatives des États légifèrent, ou révisent et modifient les règlements autorisant l'usage de la force propre à causer la mort, de façon à respecter le droit international et les normes internationales⁷⁴, de fournir aux gouvernements locaux une assistance technique ayant trait aux meilleures pratiques en matière de recours à la force meurtrière par la police, dont la désescalade⁷⁵, et de s'engager à adopter une législation visant à réduire les cas de profilage par les forces de l'ordre⁷⁶.

26. Les auteurs de la communication conjointe n° 20 déclarent que les États-Unis n'ont pris aucune disposition pour la mise en œuvre des recommandations de l'EPU⁷⁷ sur la violence liée aux armes à feu⁷⁸. American Progress rapporte que les armes à feu causent chaque année des dizaines de milliers de décès par suicide, par homicide et à la suite de tirs accidentels⁷⁹. Les auteurs de la communication conjointe n° 20 indiquent qu'environ deux tiers des décès par arme à feu sont des suicides⁸⁰.

27. Les auteurs de plusieurs communications signalent que bon nombre de décès et de blessures par arme à feu touchent pour une part disproportionnée les minorités raciales et ethniques⁸¹, en particulier les hommes afro-américains⁸².

28. Les auteurs de la communication conjointe n° 30 indiquent que les tueries de masse se succèdent à un rythme alarmant⁸³ et que les fusillades en milieu scolaire sont devenues monnaie courante⁸⁴.

29. Les auteurs de plusieurs communications font état d'informations selon lesquelles les blessures par arme à feu sont la deuxième cause de mortalité chez les enfants et les adolescents⁸⁵. Les auteurs de la communication conjointe n° 30 notent qu'aucune loi fédérale n'impose aux ménages avec enfants le stockage en lieu sûr des armes à feu⁸⁶.

30. BRADY indique que plus de la moitié des femmes assassinées dans le pays l'ont été au sein du couple et que la moitié de ces meurtres ont été causés par des armes à feu⁸⁷. American Progress note que, bien que la loi fédérale interdise aux personnes reconnues coupables de violence domestique ou visées par une ordonnance imposant des restrictions à la possession d'une arme à feu, les lacunes qui subsistent rendent vulnérables les victimes de violence domestique⁸⁸.

31. BRADY signale que certaines lois contribuent à l'épidémie de violence armée en prévoyant des mesures de protection spéciale pour des armuriers dont les pratiques professionnelles laissent à désirer⁸⁹. Plusieurs parties prenantes indiquent que certaines lois exonèrent l'industrie des armes à feu de toute responsabilité dans la plupart des actions en réparation et ont conduit à la quasi-interdiction des travaux de recherche financés par les autorités fédérales dans le domaine des armes à feu et de la violence armée, entraînant une réduction significative du financement octroyé par le Center for Disease Control and Prevention pour les travaux de cette nature⁹⁰.

32. Il est recommandé aux États-Unis d'améliorer et d'étendre le système d'enquête sur les antécédents afin de couvrir toutes les transactions liées aux armes à feu⁹¹, d'adopter des mesures d'interdiction des fusils d'assaut semi-automatiques et des chargeurs de grande capacité⁹², et d'appuyer la législation sur le stockage sécurisé⁹³.

33. CGJC signale que les États-Unis n'ont pas mis en œuvre les recommandations de l'EPU⁹⁴ sur la violence sexuelle au sein de l'armée⁹⁵. Les militaires qui signalent des faits de violence continuent d'être fréquemment l'objet de représailles et ne peuvent pas former de recours civils ou constitutionnels devant des juridictions civiles fédérales⁹⁶.

34. AFSC fait état d'informations relatives au strict confinement en cellule d'isolement, souvent pendant des années, de personnes détenues dans des établissements pénitentiaires, des maisons d'arrêt et des centres de rétention pour migrants⁹⁷. Les auteurs de la communication conjointe n° 55 indiquent que les condamnés à mort sont généralement placés à l'isolement⁹⁸.

*Administration de la justice, impunité, et primauté du droit*⁹⁹

35. Human Rights Watch indique que les disparités raciales persistent dans l'ensemble du système de justice pénale¹⁰⁰, et AFSC fait état d'informations selon lesquelles les Afro-Américains sont près de six fois plus susceptibles d'être incarcérés, et les Hispaniques trois fois plus¹⁰¹.

36. Les auteurs de la communication conjointe n° 24 font valoir que la population carcérale a quadruplé en quarante ans, d'où un phénomène d'incarcération de masse¹⁰². JAI signale que de nombreuses personnes sont placées en détention provisoire parce qu'elles se trouvent dans l'impossibilité de verser une caution, ce qui contribue au taux élevé d'incarcération¹⁰³.

37. ACLU indique qu'un détenu sur neuf purge une peine de réclusion à perpétuité, et que, dans plus d'un tiers des cas, cette peine est incompressible¹⁰⁴. Depuis le milieu des années 1970, le nombre de personnes qui accomplissent des peines de réclusion à perpétuité avec ou sans admissibilité à la libération conditionnelle a connu une croissance spectaculaire, principalement sous l'effet des politiques du « tout-répressif » qui ont poussé les pouvoirs législatifs tant au niveau fédéral que des États à adopter des lois prévoyant des mécanismes draconiens de condamnation et de libération conditionnelle¹⁰⁵.

38. Human Rights Watch signale qu'une proportion importante de délinquants non violents a été condamnée pour des infractions pénales liées à la drogue qu'il aurait été préférable de traiter par une approche axée sur le traitement et la santé publique¹⁰⁶. Les auteurs de la communication conjointe n° 46 indiquent que la privatisation des établissements pénitentiaires et des centres de détention incite à l'incarcération de masse¹⁰⁷.

39. Les auteurs de la communication conjointe n° 24 rapportent que le nombre de femmes incarcérées continue de croître¹⁰⁸, notant en particulier l'augmentation spectaculaire du nombre d'Afro-Américaines placées en détention¹⁰⁹.

40. Les auteurs de la communication conjointe n° 31 soulignent que l’incarcération contribue à la pauvreté en faisant obstacle à l’emploi, en limitant l’accès aux prestations publiques et en désorganisant les communautés¹¹⁰. Justice Strategies fait référence à des études qui révèlent que les incarcérations de masse impliquant des générations de jeunes hommes et femmes noirs ont des effets dévastateurs sur leurs enfants¹¹¹.

41. ACLU signale qu’en 2018, une loi fédérale prescrivant une importante réforme de l’échelle des peines (le « *First Step Act* ») a été adoptée, mais qu’une réforme beaucoup plus globale est nécessaire¹¹². Il est recommandé que le Congrès et les assemblées législatives des États légifèrent de manière détaillée sur la révision de l’échelle des peines, notamment en adoptant une loi fédérale de nature à éliminer les peines minimales obligatoires pour les infractions pénales liées à la drogue¹¹³, et que la toxicomanie soit traitée comme un problème de santé publique¹¹⁴.

*Libertés fondamentales et droit de participer à la vie publique et politique*¹¹⁵

42. DRAD indique que, ces dernières années, les États-Unis ont utilisé la loi sur l’espionnage contre des lanceurs d’alerte ayant servi de sources aux journalistes et, récemment, dans le cas de la publication d’informations fournies par un lanceur d’alerte¹¹⁶.

43. DRAD signale qu’un certain nombre d’États, et le Gouvernement fédéral lui-même, ont envisagé d’adopter ou ont adopté des lois visant à étouffer les mouvements de contestation¹¹⁷. Les auteurs de la communication conjointe n° 36 rapportent qu’en juin 2019, le gouvernement fédéral a annoncé son intention d’élargir les sanctions pénales en cas de manifestations contre les conduites d’hydrocarbures¹¹⁸ ; y ont succédé de nombreux projets de loi anti-manifestation proposés par 35 assemblées législatives, dont 16 ont été adoptés¹¹⁹. DRAD indique que quelque 27 États ont adopté des lois visant les partisans du mouvement de boycottage, de désinvestissement et de sanctions et note des recours judiciaires contre ces lois, tout en signalant qu’elles restent en vigueur dans de nombreux États¹²⁰.

44. FLD indique que les activités des défenseurs des droits de l’homme travaillant avec les migrants et les demandeurs d’asile, en particulier à la frontière, sont érigées en infractions pénales, et qu’ils sont la cible de tactiques d’intimidation et de harcèlement de la part d’acteurs étatiques et non étatiques¹²¹. La Commission interaméricaine des droits de l’homme de l’Organisation des États américains appelle les États-Unis à adopter des mesures visant à garantir un environnement dans lequel les défenseurs des droits de l’homme immigrés peuvent mener leurs activités librement, sans être menacés de détention et d’expulsion¹²².

45. Les auteurs de la communication conjointe n° 11 font état de multiples obstacles et entraves au vote¹²³, notamment l’organisation des scrutins en semaine, ce qui fait que la population active a du mal à se rendre aux urnes, les critères d’inscription et d’identification¹²⁴, et le fait que de nombreuses personnes ont été radiées des listes électorales¹²⁵. AFSC signale que l’incarcération de masse et les conséquences de certaines condamnations pénales ont privé de nombreux Afro-Américains de leur droit de vote¹²⁶.

46. Les auteurs de plusieurs communications soulignent que les habitants de Washington n’ont pas de représentant ayant le droit de vote au Congrès fédéral¹²⁷.

47. Le Bureau des institutions démocratiques et des droits de l’homme de l’Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe recommande entre autres que les États s’abstiennent d’introduire des prescriptions en matière d’identification des électeurs qui ont ou pourraient avoir sur ces derniers une incidence discriminatoire¹²⁸, et qu’ils envisagent de créer des organes indépendants pour délimiter les circonscriptions électorales, en notant que le découpage devrait respecter l’égalité des voix, ne désavantager aucune collectivité et être soustrait à toute influence politique¹²⁹. Il recommande également que les citoyens résidant dans le district de Columbia bénéficient de droits complets de représentation au Congrès¹³⁰.

*Interdiction de toutes les formes d’esclavage*¹³¹

48. Les auteurs de la communication conjointe n° 51 indiquent que la politique en matière de traite des personnes reste largement axée sur la traite interne à des fins

d'exploitation sexuelle, au détriment des victimes de l'exploitation par le travail¹³². Les auteurs de la communication conjointe n° 18 déclarent que les jeunes filles contraintes à l'exploitation sexuelle sont souvent tenues pour des coupables plutôt que des victimes et risquent des peines de prison injustifiées¹³³. Les auteurs de la communication conjointe n° 12 estiment que les employeurs impliqués dans le trafic de main-d'œuvre doivent répondre de leurs actes¹³⁴.

49. Les auteurs de la communication conjointe n° 51 recommandent d'exiger des agents fédéraux de l'immigration qu'ils procèdent à un contrôle efficace afin d'identifier les victimes de la traite des êtres humains avant de décider du placement en détention d'une personne ou de son renvoi du pays¹³⁵.

*Droit au respect de la vie privée et à la vie de famille*¹³⁶

50. EPIC déclare que la législation n'empêche pas les immixtions arbitraires ou illégales dans la vie privée dans le cadre des activités de surveillance du renseignement étranger et que la surveillance à grande échelle se poursuit¹³⁷. Les auteurs de la communication conjointe n° 32 se disent préoccupés par le recours à la surveillance, en particulier à l'encontre de la communauté musulmane¹³⁸.

51. EPIC indique que les États-Unis ont manqué à leur obligation de protéger le droit à la vie privée s'agissant de la collecte et de l'utilisation des données du secteur privé, et que le pays ne dispose toujours pas d'une autorité de protection des données ni d'une législation complète en matière de protection de la vie privée¹³⁹. AccessNow recommande la mise en place d'un cadre global de protection et de confidentialité des données qui garantirait les droits fondamentaux à la vie privée et la maîtrise, par toute personne dont les données transitent par les États-Unis, de ses propres informations personnelles, que ce soit par l'intermédiaire d'un organisme public ou d'une entreprise privée¹⁴⁰.

52. Les auteurs de la communication conjointe n° 45 déclarent qu'en raison de la complexité de la procédure d'adoption internationale, un grand nombre de personnes, quoique légalement adoptées, n'ont jamais reçu la citoyenneté américaine¹⁴¹.

3. Droits économiques, sociaux et culturels

*Droit au travail et droit à des conditions de travail justes et favorables*¹⁴²

53. Les auteurs de la communication conjointe n° 51 font valoir que, bien que la législation fédérale et celle des États garantissent la protection des travailleurs, les sanctions infligées aux employeurs contrevenants sont minimales, et que les organismes chargés de faire appliquer cette législation manquent de ressources et agissent en réaction à des plaintes¹⁴³. Les auteurs de la communication conjointe n° 51 indiquent également que les problèmes que les travailleurs rencontrent pour faire valoir leurs garanties salariales et autres droits en matière d'emploi sont exacerbés dans les secteurs où le taux de sous-traitance est élevé¹⁴⁴, et que les travailleurs migrants, surtout s'ils sont en situation irrégulière, sont particulièrement vulnérables à l'exploitation par le travail¹⁴⁵.

54. Les auteurs de la communication conjointe n° 49 soulignent que les employés de maison et les travailleurs agricoles ne bénéficient pas des mesures de protection que la loi fédérale sur les normes du travail équitables (FLSA) et la loi nationale sur les relations du travail accordent à la plupart des travailleurs¹⁴⁶. Les auteurs de la communication conjointe n° 23 indiquent qu'en raison des exceptions à la loi FLSA, les mesures de protection de l'enfance sont minimales dans le secteur agricole, qu'un nombre élevé d'enfants, principalement hispaniques, travaillent de très longues heures aux récoltes, et que le taux de décrochage scolaire est élevé chez ces enfants¹⁴⁷.

55. Les auteurs de la communication conjointe n° 51 recommandent que les États-Unis suppriment les exceptions à la loi FLSA afin que tous les travailleurs bénéficient d'une protection en matière de salaire minimum et d'heures supplémentaires, quel que soit le secteur ou le type de travailleur, en particulier dans des secteurs à haut risque tels que la construction, le travail domestique et l'agriculture¹⁴⁸.

56. Les auteurs de la communication conjointe n° 54 déclarent que le travail pénal effectué dans le cadre d'activités gouvernementales ou privées exacerbe la pauvreté car les détenus perçoivent une rémunération très inférieure au salaire minimum fédéral¹⁴⁹. Deux communications indiquent que les personnes participant aux programmes de travail volontaire dans les centres de détention d'immigrants sont payées environ 1 dollar par jour¹⁵⁰.

*Droit à un niveau de vie suffisant*¹⁵¹

57. Les auteurs de la communication conjointe n° 47 signalent que les minorités raciales souffrent souvent davantage de la faim, liée à la pauvreté observée au sein de ces populations, et notent que la proportion de pauvres est plus élevée parmi les populations afro-américaines et hispaniques¹⁵². HRC indique que les familles LGBTQ et les personnes âgées sont exposées à un risque accru de pauvreté¹⁵³. Les auteurs de la communication conjointe n° 53 soulignent que la population amérindienne connaît de forts taux de pauvreté et de chômage¹⁵⁴.

58. Les auteurs de la communication conjointe n° 58 indiquent que la législation ne prévoit aucun droit à l'aide au logement pour les personnes à faible revenu, et ne reconnaît qu'à quelques rares communautés le droit à des moyens ne serait-ce qu'élémentaires d'hébergement¹⁵⁵. Deux communications rapportent une augmentation significative du nombre de campements depuis 2007¹⁵⁶. Les auteurs de plusieurs communications font état de l'inculpation de sans-abri qui s'étaient livrés à des activités de subsistance¹⁵⁷.

59. Les auteurs de la communication conjointe n° 24 signalent la persistance de problèmes institutionnels que la loi sur l'équité en matière de logement était censée résoudre, tels que l'inégalité en matière de crédits hypothécaires et le refus, par certains propriétaires, de louer à des minorités¹⁵⁸. Les auteurs de la communication conjointe n° 53 soulignent que le sans-abrisme et l'impossibilité d'accéder à un logement abordable sont une réalité pour les peuples autochtones, et que la réduction du budget du Ministère du logement et du développement urbain en 2018 a eu de graves répercussions sur les communautés autochtones¹⁵⁹.

60. Il est recommandé que les États-Unis confirment que le logement est un droit de l'homme, s'engagent à le mettre en œuvre de manière non discriminatoire¹⁶⁰ et renforcent la mise en application de la législation en vigueur relative à l'équité en matière de prêts et de logement¹⁶¹.

61. Les auteurs de la communication conjointe n° 4 font valoir que de nombreuses communautés rurales n'ont pas accès à des moyens d'assainissement de base¹⁶² et qu'il manque la volonté politique nécessaire pour enquêter véritablement sur ce problème et ses effets et prévoir un financement suffisant des infrastructures¹⁶³.

*Droit à la santé*¹⁶⁴

62. Human Rights Watch indique que, même si les recommandations de l'EPU relatives aux soins de santé ont été acceptées¹⁶⁵, les autorités fédérales et celles des États continuent de prendre des mesures visant à restreindre l'accès aux services médicaux en réformant le programme Medicaid, les subventions des assurances privées et d'autres aspects essentiels de la loi de 2010 sur les soins abordables¹⁶⁶.

63. Les auteurs de la communication conjointe n° 1 font observer que les inégalités dans la répartition des richesses accentuent les inégalités en matière d'accès aux soins de santé du fait du financement par des assurances privées, ce qui entraîne de nombreuses lacunes en matière de couverture des risques¹⁶⁷. L'accentuation des inégalités de revenus coïncide avec une hausse de la mortalité des personnes à faible revenu et les écarts en matière d'espérance de vie se creusent¹⁶⁸.

64. Les auteurs de la communication conjointe n° 1 font état d'informations selon lesquelles, entre 2013 et 2016, les problèmes médicaux et les dépenses de santé ont contribué à des faillites personnelles¹⁶⁹. Les auteurs de la communication conjointe n° 37 indiquent que les problèmes de santé augmentent le risque de sans-abrisme et que les personnes sans logement n'ont pas accès à des soins de santé de qualité¹⁷⁰.

65. Les auteurs de la communication conjointe n° 1 indiquent que le suicide, en hausse chaque année depuis 2008, était la dixième cause de mortalité en 2017, ajoutant que les taux de suicide les plus élevés sont observés chez les Amérindiens et les autochtones de l'Alaska et qu'on dénombre chaque jour une vingtaine de décès par suicide chez les anciens combattants¹⁷¹.

66. Les auteurs de la communication conjointe n° 42 indiquent qu'environ un décès sur cinq aux États-Unis est imputable au tabagisme¹⁷².

67. Human Rights Watch fait état du décès de dizaines de milliers d'Américains par overdose en 2017 et indique que les États-Unis réagissent à cette crise de manière de plus en plus répressive. Dans de nombreux États, les lois pénales font obstacle à l'élargissement de mesures de santé publique éprouvées, telles que les programmes d'échange de seringues et les lieux de consommation supervisés. L'accès au programme Medicaid a été restreint, menaçant de mettre la prise en charge de la toxicomanie hors de la portée de millions d'Américains¹⁷³.

68. Les auteurs de plusieurs communications prennent note du niveau élevé et croissant des taux de mortalité maternelle¹⁷⁴, en particulier chez les Noires¹⁷⁵, mais aussi chez les femmes autochtones, les femmes à faible revenu et celles des zones rurales défavorisées¹⁷⁶. PPFA indique que, selon certaines informations, la mortalité maternelle est la sixième cause de décès chez les femmes de 25 à 34 ans¹⁷⁷. Les auteurs de la communication conjointe n° 14 font observer que l'absence de collecte systématique de données relatives à la mortalité et à la morbidité maternelles empêche les comparaisons entre États et régions et qu'il est de ce fait difficile d'établir les responsabilités dans les cas de décès maternels évitables¹⁷⁸.

69. Amnesty International exprime sa profonde préoccupation devant l'érosion des droits en matière de sexualité et de procréation, notamment les efforts croissants visant à ériger la grossesse et l'avortement en infractions pénales et à limiter l'accès aux services de santé procréative¹⁷⁹.

70. Appelant l'attention sur la politique de Mexico, les auteurs de plusieurs communications s'inquiètent des restrictions à l'aide étrangère liée à l'avortement¹⁸⁰, tandis que deux autres s'en félicitent¹⁸¹.

71. Human Rights Watch souligne l'adoption, en 2019, d'une réglementation qui empêche les organisations assurant des services d'avortement de bénéficier de fonds fédéraux affectés à la planification familiale (programme *Title X*) et libère les médecins de l'obligation de fournir aux femmes enceintes des informations neutres et factuelles¹⁸².

72. SRI indique que la liberté religieuse est devenue une stratégie d'« exclusion » employée pour refuser l'accès à des services liés aux soins de santé, à l'avortement et à la contraception¹⁸³, et que de telles pratiques favorisent la discrimination à l'encontre de groupes souvent déjà marginalisés¹⁸⁴. Les auteurs de la communication conjointe n° 14 constatent qu'un certain nombre de lois fédérales et de lois des États permettent aux prestataires de soins de santé individuels et institutionnels de refuser de fournir des services de santé essentiels, dont l'avortement (46 États) et la contraception (12 États)¹⁸⁵. Deux communications saluent les mesures prises par les États-Unis en soutien aux personnes qui énoncent des objections religieuses ou morales à l'avortement¹⁸⁶.

73. Les auteurs de la communication conjointe n° 14 déclarent qu'un certain nombre d'assemblées législatives promulguent des mesures de plus en plus extrêmes interdisant l'avortement et notent que, dans les États en question, ces lois font l'objet de procédures judiciaires en instance¹⁸⁷. Plusieurs parties prenantes indiquent que certaines de ces mesures ne font aucune exception pour les cas de viol ou de grossesse extra-utérine¹⁸⁸, et que de nombreuses femmes qui souhaitent avorter doivent désormais se déplacer faute d'accès aux services d'avortement¹⁸⁹.

74. UFI s'inquiète de la procréation par l'entremise d'un tiers, y compris la gestation pour autrui¹⁹⁰.

75. InterACT signale que des enfants présentant des variations intersexuelles ont été et continuent d'être soumis à des interventions médicales inutiles sans leur consentement¹⁹¹.

*Droit à l'éducation*¹⁹²

76. USHRN-SEWG constate que, dans le système éducatif public, le financement des écoles repose principalement sur les impôts locaux, créant ainsi un système où les quartiers aisés bénéficient d'écoles dotées de plus de moyens¹⁹³. Les communautés à faible revenu, de couleur essentiellement, et souvent immigrantes n'ont pas accès, dans des conditions identiques, au même niveau d'instruction que les communautés plus fortunées¹⁹⁴.

77. Les auteurs de la communication conjointe n° 50 recommandent que les États-Unis mettent pleinement en œuvre la recommandation figurant au paragraphe 176.319 du rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel¹⁹⁵ en améliorant la qualité de l'éducation dans les zones à faible revenu¹⁹⁶.

78. Il est également recommandé que les États-Unis prennent des mesures pour mettre en place un enseignement des droits de l'homme¹⁹⁷ et veillent à ce qu'une formation aux droits de l'homme et au droit international humanitaire soit dispensée dans les écoles, collèges et universités publics¹⁹⁸.

4. Droits de groupes ou de personnes spécifiques

*Femmes*¹⁹⁹

79. UNA-USA indique que la loi sur la violence contre les femmes est devenue caduque en février 2019 et doit encore être renouvelée par le Congrès²⁰⁰. Plusieurs organisations recommandent que le Sénat ratifie la reconduction de cette loi²⁰¹.

80. Les auteurs de la communication conjointe n° 12 constatent que la violence sexuelle contre les femmes et les filles reste un phénomène répandu, et que les jeunes filles sont les plus exposées²⁰². Les auteurs de la communication conjointe n° 24 indiquent que les femmes d'origine africaine sont plus nombreuses à être victimes de violence domestique²⁰³, et les auteurs de la communication conjointe n° 12 soulignent que les personnes LGBTI et les femmes de couleur ont plus difficilement accès aux services d'appui²⁰⁴. Les auteurs de la communication conjointe n° 49 déclarent que les travailleuses migrantes faiblement rémunérées risquent l'expulsion si elles signalent des violences fondées sur le genre²⁰⁵. Les auteurs de la communication conjointe n° 34 constatent que les femmes et les filles handicapées sont plus susceptibles d'être victimes de violences sur des périodes plus prolongées²⁰⁶.

81. Amnesty International indique que les femmes autochtones sont victimes de viols et de violences sexuelles dans une mesure disproportionnée²⁰⁷. CS note que le taux d'homicides est nettement plus élevé parmi les femmes autochtones, que nombre d'entre elles sont portées disparues et qu'il n'est pas rare que des infractions graves commises sur des terres tribales relèvent à la fois de la juridiction fédérale, de celle des États et de la compétence des tribus, auquel cas il est plus difficile d'en poursuivre les auteurs²⁰⁸. TTP³ recommande le financement intégral de l'enquête sur les disparitions et les meurtres de femmes autochtones et la mise en place, au sein du FBI, d'une commission spéciale chargée de coordonner l'action des forces de l'ordre au niveau des États, des collectivités locales et des tribus²⁰⁹.

82. Les auteurs de la communication conjointe n° 49 indiquent que le harcèlement au travail reste un phénomène persistant souvent passé sous silence et que les femmes subissent diverses formes d'inconduite sexuelle dans des environnements de travail hostiles²¹⁰.

83. Les auteurs de la communication conjointe n° 12 notent que les femmes pâtissent encore d'un net écart de rémunération entre les sexes²¹¹. Les auteurs de la communication conjointe n° 50 observent que les progrès pour réduire cet écart sont très laborieux et que l'évolution est encore plus lente dans le cas des femmes de couleur²¹².

*Enfants*²¹³

84. L'Initiative mondiale pour l'élimination de tous les châtiments corporels infligés aux enfants note que les châtiments corporels contre les enfants n'ont pas encore été interdits au

sein des familles ni dans certaines structures de protection de remplacement, garderies, écoles et institutions pénitentiaires²¹⁴.

85. CFYJ note que les 50 États fédérés ont tous autorisé d'une manière ou d'une autre le transfèrement d'enfants vers des tribunaux pour adultes, de telle sorte que des dizaines de milliers d'enfants sont jugés comme des adultes chaque année²¹⁵. Human Rights Watch indique que plus de mille personnes purgent des peines de réclusion à perpétuité sans possibilité de libération conditionnelle pour des infractions pénales commises alors qu'elles avaient moins de 18 ans²¹⁶ et recommande que les États-Unis s'engagent à cesser de juger des enfants comme des adultes et de prononcer des condamnations à la prison à vie sans libération conditionnelle pour des infractions pénales commises par des enfants²¹⁷.

86. Les auteurs de la communication conjointe n° 12 recommandent l'adoption d'une loi fédérale interdisant les mariages d'enfants.²¹⁸

Personnes handicapées

87. Les auteurs de la communication conjointe n° 34 constatent que les femmes, les filles et les personnes non-binaires en situation de handicap éprouvent des difficultés à accéder à des informations et des services de santé de qualité, et que ce phénomène découle souvent de la discrimination et des stéréotypes²¹⁹. Les auteurs de la communication conjointe n° 34 recommandent de faire respecter les dispositions prévues par la loi relative aux personnes handicapées en matière de non-discrimination et d'aménagement raisonnable concernant les installations et les services de santé²²⁰.

Peuples autochtones²²¹

88. Guale-Nation invite les États-Unis à mettre en œuvre la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones comme ils s'y sont engagés dans le cadre du deuxième cycle de l'EPU²²². Deux organisations recommandent aux États-Unis d'incorporer cette déclaration dans leur politique intérieure et leur législation nationale²²³.

89. CS indique que les tribus non reconnues doivent engager des procédures onéreuses et très lourdes pour présenter une demande de reconnaissance et note que les services fédéraux réservés aux Amérindiens et aux autochtones de l'Alaska sont subordonnés à l'obtention d'une reconnaissance par les autorités fédérales²²⁴.

90. Les auteurs de la communication conjointe n° 21 indiquent que les États-Unis n'ont pas pris de mesures concrètes pour préserver les lieux sacrés du peuple navajo du développement des activités commerciales²²⁵. HIHR émet des observations similaires concernant le peuple hawaïen kanaka maoli²²⁶.

91. CS évoque la lutte de plus en plus difficile pour les terres et la protection des ressources naturelles²²⁷, illustrant le mépris croissant du gouvernement fédéral pour la souveraineté autochtone au profit d'intérêts commerciaux et d'enjeux de compétitivité²²⁸. Les auteurs de la communication conjointe n° 53 font état de la pollution et de la destruction d'écosystèmes fragiles dont les peuples autochtones dépendent pour leur subsistance²²⁹, ce qui entraîne des déplacements forcés de population²³⁰. CS recommande aux États-Unis de garantir la participation des autochtones au processus décisionnel dans tous les domaines qui les concernent²³¹.

92. Deux communications mentionnent le refus de connaître le droit à l'autodétermination du peuple hawaïen²³². Les auteurs de la communication conjointe n° 57 affirment le droit de l'Alaska et d'Hawaï à revendiquer l'autodétermination et l'autonomie²³³.

Migrants, réfugiés et demandeurs d'asile²³⁴

93. UNA-SNY note qu'à partir de 2017, les États-Unis ont publié plusieurs décrets ou pris d'autres mesures visant à limiter l'immigration²³⁵. Les auteurs de la communication conjointe n° 28 indiquent que le gouvernement a publié une série de décrets et d'arrêtés, dont certaines dispositions interdisant aux ressortissants de pays musulmans de se rendre aux États-Unis, qui compromettent la protection des réfugiés²³⁶. Amnesty International indique que la réinstallation des réfugiés aux États-Unis est en recul²³⁷.

94. Les auteurs de la communication conjointe n° 56 notent qu'à partir de mai 2018, les États-Unis ont poursuivi une politique de tolérance zéro à l'égard des migrants qui tentent de traverser la frontière ailleurs qu'aux points d'entrée. En vertu de cette politique, tous les adultes arrivant sans avoir été contrôlés à la frontière s'exposent à des poursuites pénales²³⁸. HBI indique que, comme les enfants migrants ne peuvent pas être détenus avec leurs parents dans des établissements pénitentiaires pour adultes, ils sont détenus séparément²³⁹. Les auteurs de la communication conjointe n° 3 soulignent que cette politique ne fait aucune exception pour les demandeurs d'asile²⁴⁰.

95. Les auteurs de la communication conjointe n° 28 indiquent que, le 20 juin 2018, un décret a été publié pour mettre fin à la séparation des enfants migrants d'avec leurs parents. Le décret n'a cependant pas permis de rendre tous les enfants à leurs parents²⁴¹. Les auteurs de la communication conjointe n° 56 notent que, le 26 juin 2018, un tribunal de district a prononcé une injonction préliminaire pour mettre fin, au moins à titre provisoire, à la séparation des familles²⁴².

96. Les auteurs de la communication conjointe n° 3 appellent l'attention sur l'adoption de « protocoles de protection des migrants » qui envoient de force les demandeurs d'asile dans un pays voisin dans l'attente de leur audience d'immigration²⁴³. Les auteurs de la communication conjointe n° 56 indiquent que, compte tenu de ces protocoles, des personnes vulnérables se voient souvent contraintes de vivre dans des camps précaires, voire dans la rue, dans un pays voisin en attendant qu'une décision finale soit rendue au sujet de leur demande d'asile aux États-Unis²⁴⁴.

97. Les auteurs de plusieurs communications relèvent une décision annoncée en juin 2018 qui a restreint la possibilité d'invoquer des faits de violence domestique et de violence en bande organisée dans le cadre des demandes d'asile²⁴⁵.

98. MWAN fait part de son inquiétude face aux changements apportés à la politique dite d'action médicale différée qui permet aux migrants ayant des besoins médicaux ou à leurs proches d'éviter l'expulsion pendant la durée de leur traitement²⁴⁶.

99. SBCC évoque des informations faisant état d'un recours excessif à la force par des agents des services frontaliers²⁴⁷. Les auteurs de la communication conjointe n° 19 signalent que, selon certaines informations, le personnel du Bureau des douanes et de la protection des frontières et des milices armées collaborent fréquemment²⁴⁸.

100. Les auteurs de la communication conjointe n° 28 indiquent que, depuis l'Examen précédent, les États-Unis ont continué d'exiger le placement obligatoire en détention de certaines catégories d'immigrants au mépris des garanties procédurales et sans représentation juridique adéquate²⁴⁹. Amnesty International indique que les autorités imposent de plus en plus la détention arbitraire et indéfinie de demandeurs d'asile²⁵⁰ et que certains d'entre eux ont été détenus pendant des périodes pouvant aller jusqu'à plusieurs années²⁵¹.

101. Les auteurs de plusieurs communications signalent les conditions de détention inhumaines de certains migrants, évoquant notamment une forte surpopulation, l'exposition à des températures extrêmes et un accès insuffisant à la nourriture, à l'eau, aux soins médicaux et aux produits d'hygiène²⁵². Les auteurs de la communication conjointe n° 28 indiquent que les agressions sexuelles et les mauvais traitements dont les migrants sont victimes en détention sont très préoccupants²⁵³. Les auteurs de la communication conjointe n° 9 font état de rapports selon lesquels la violence fondée sur le genre dans les centres de détention d'immigrants est un phénomène répandu²⁵⁴. Les auteurs de la communication conjointe n° 63 signalent que les femmes n'ont guère accès aux services de santé procréative dans les centres de détention d'immigrants²⁵⁵.

102. UNA-SNY déclare que les conditions d'enfermement des enfants semblent très variables, qu'elles soient relativement limitées ou déplorables, et les contrôles effectués par des personnes extérieures très sommaires²⁵⁶. PHR indique que le décès de plusieurs enfants dénote l'insuffisance des soins prodigués²⁵⁷. Les auteurs de la communication conjointe n° 22 notent que des enfants ont subi des traumatismes supplémentaires en raison de conditions de détention nocives et inhumaines²⁵⁸.

103. Il est recommandé aux États-Unis de rechercher des solutions de rechange au système actuel de rétention des immigrants et d'améliorer les conditions d'enfermement afin de répondre aux normes fondamentales relatives aux droits de l'homme²⁵⁹, de mettre fin au recours à la rétention pour les enfants, qu'ils soient ou non accompagnés de leur famille, et de cesser de séparer les familles, sauf si l'intérêt supérieur de l'enfant l'exige²⁶⁰.

Apatrides

104. Les auteurs de la communication conjointe n° 45 indiquent que le droit américain ne prévoit aucune définition de l'apatridie, ni de procédure d'identification des apatrides²⁶¹. Certains vides juridiques augmentent le risque d'apatridie dans le cas d'enfants nés de parents de substitution en dehors des États-Unis²⁶².

5. Régions ou territoires spécifiques

105. L'Organisation des peuples et des nations non représentés note que les habitants des cinq territoires américains « non incorporés » et habités en permanence (Porto Rico, Guam, les Îles Vierges américaines, les Samoa américaines et les Îles Mariannes du Nord) sont privés du droit de vote²⁶³. Les auteurs de la communication conjointe n° 27 s'inquiètent de l'effet du statut non autonome des Îles Vierges américaines sur l'exercice par la population de son droit à l'autodétermination²⁶⁴.

106. AHRC souligne que le soutien accordé après le passage de l'ouragan Maria à Porto Rico a été beaucoup plus limité que l'assistance fournie à la suite d'un autre événement analogue²⁶⁵.

107. Le Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe recommande que les citoyens résidant dans les territoires américains d'outre-mer bénéficient de l'intégralité des droits de représentation au Congrès et indique en outre que le droit de vote aux élections présidentielles devrait leur être accordé²⁶⁶.

Notes

¹ The stakeholders listed below have contributed information for this summary; the full texts of all original submissions are available at: www.ohchr.org.

Civil society

Individual submissions:

AccessNow	AccessNow, New York (United States of America);
ACLU	American Civil Liberties Union, New York (United States of America);
ADHRB	Americans for Democracy and Human Rights in Bahrain, Washington D.C. (United States of America);
AFSC	American Friends Service Committee, Philadelphia (United States of America);
AHRC	Atlantic Human Rights Centre, Fredericton (Canada);
AI	Amnesty International, London (United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland);
AISSA	Association of Iranian Short Statured Adults, Tehran (Islamic Republic of Iran);
AmProg	Center for American Progress, Washington D.C. (United States of America);
ASHNYM	At-sik:hata :Nation of :Yamasee-Moors, New York (United States of America);
BRADY	Brady Center to Prevent Gun Violence, Washington D.C. (United States of America);
CCR	Center for Constitutional Rights, New York (United States of America);
CEIN	Creative Educators International Network Inc., Washington D.C. (United States of America);
C-FAM	Center for Family and Human Rights, New York (United States of America);

CFYJ	Campaign for Youth Justice, Washington D.C. (United States of America);
CGJC	Cornell Gender Justice Clinic, Ithaca (United States of America);
CLS IRC	Columbia Law School Immigrants' Rights Clinic, New York (United States of America);
CNWN	Network of Women's Non-governmental Organizations in the Islamic Republic of Iran, Tehran (Islamic Republic of Iran);
CS	Cultural Survival, Cambridge (United States of America);
CVT	The Center for Victims of Torture, Washington D.C. (United States of America);
DHF	The Dui Hua Foundation, San Francisco (United States of America);
DRAD	Defending Rights & Dissent, Washington D.C. (United States of America);
ECLJ	European Centre for Law and Justice, Strasbourg (France);
EPIC	Electronic Privacy Information Center, Washington D.C. (United States of America);
FFF	Four Freedoms Forum, Kaneohe (United States of America);
FHA Iran	Family Health Association of Iran, Tehran (Islamic Republic of Iran);
FLD	Front Line Defenders - The International Foundation for the Protection of Human Rights Defenders, Blackrock (Ireland);
GICJ	Geneva International Centre for Justice, Vernier (Switzerland);
GIEACPC	Global Initiative to End All Corporal Punishment of Children, London (United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland);
GJC	Global Justice Center, New York (United States of America);
GLC	Giffords Law Center to Prevent Gun Violence, San Francisco (United States of America);
Guale-Nation	Guale Nation, Savannah (United States of America);
Haas Institute	Haas Institute for a Fair and Inclusive Society, Berkeley (United States of America);
HBI	Hope Border Institute, El Paso (United States of America);
HGCR	Harlan Group for Civil Rights Inc., Halto Rey (Puerto Rico);
HIHR	Hawai'i Institute for Human Rights, Honolulu (United States of America);
HRE USA	Human Rights Educators USA, Ithaca (United States of America);
HRW	Human Rights Watch, Geneva (Switzerland);
HRC	Human Rights Campaign, Washington D.C. (United States of America);
IAPD	The International Alliance for Peace and Development, Geneva (Switzerland);
ICAN	International Campaign to Abolish Nuclear Weapons, Geneva (Switzerland);
IFLA	International Federation of Library Associations and Institutions, Den Haag (The Netherlands);
ILIA	Ertegha Keyfiat Zendegi Iranian Charitable Institute, Tehran (Islamic Republic of Iran);
interACT	: Advocates for Intersex Youth, Sudbury (United States of America);
JAI	Just Atonement Inc., New York (United States of America);
Justice-Strategies	Justice Strategies, Toronto (Canada);
LSFA	Lovers of Successful Families Association, Theran (Islamic Republic of Iran);
MCCR	Minneapolis Commission on Civil Rights, Minneapolis (United States of America);
MCLI	Meiklejohn Civil Liberties Institute, Berkeley (United States of America);
MGEC	Maryam Ghasemi Educational Charity Institute, Theran (Islamic Republic of Iran);

MSAUIP	Medical Support Association for Underprivileged Iranian Patients, Theran (Islamic Republic of Iran);
MWAN	Medical Whistleblower Advocacy Network, Washington D.C. (United States of America);
NRPTT	Nonviolent Radical Party, Transnational Transparty, Rome (Italy);
ODVV	Organization for Defending Victim of Violence, Tehran (Islamic Republic of Iran);
PC(USA)	Presbyterian Church (USA), New York (United States of America);
PHR	Physicians for Human Rights, New York (United States of America);
PPFA	Planned Parenthood Federation of America, New York (United States of America);
Priests for Life	Priests for Life, Cocoa (United States of America);
SBCC	Southern Border Communities Coalition, San Diego (United States of America);
SCU-IHRC	Santa Clara University - International Human Rights Clinic, Santa Clara (United States of America);
SIPC	Southeast Indigenous Peoples' Center, Eatonton (United States of America);
SRI	The Sexual Rights Initiative, Ottawa (Canada);
Students for D.C. Statehood	Students for D.C. Statehood, Washington D.C. (United States of America);
The Harvest	The Harvest, Tempe (United States of America);
TKF	The Koani Foundation, Lihue (United States of America);
TTI ³ alliance	TTI ³ alliance, Seattle (United States of America);
UCCHRE	University and College Consortium for Human Rights Education, New York (United States of America);
UNA UH-Manoa	United Nations Association, University of Hawaii - Manoa, Honolulu (United States of America);
UNA-SNY	United Nations Association - Southern New York State Division, Ossining (United States of America);
UNA-USA	United Nations Association of the United States of America, Washington D.C. (United States of America);
UNPO	Unrepresented Nations and Peoples Organization, The Hague (The Netherlands);
USHRN-SEWG	U.S. Human Rights Network Students & Education Working Group, San Diego (United States of America);
UST Profile Center	University of St. Thomas Pro-life Center, Saint Paul (United States of America).

Joint submissions:

JS1	Joint submission 1 submitted by: National Lawyers Guild; International Association of Democratic Lawyers; People's Action Institute; Rights and Democracy Institute; New York (United States of America);
JS2	Joint submission 2 submitted by: Americans for Democracy and Human Rights in Bahrain; European Centre for Democracy and Human Rights; Washington D.C. (United States of America);
JS3	Joint submission 3 submitted by: MADRE; Human Rights and Gender Justice Clinic; Center for Gender & Refugee Studies; Florence Immigrant and Refugee Rights Project; New York (United States of America);
JS4	Joint submission 4 submitted by: The Center for Rural Enterprise and Environmental Justice; The Columbia Law School Human Rights Institute; The Program on Economic, Social and Cultural Rights in the Institute for the Study of Human Rights at Columbia University; New York (United States of America);
JS5	Joint submission 5 submitted by: Columbia Law School Human Rights Institute; The International Association of

- Official Human Rights Agencies; New York (United States of America);
- JS6 **Joint submission 6 submitted by:** New York Campaign for Alternatives to Isolated Confinement / #HALTSolitary Campaign; Citizen Action of New York; NAMI NYS Criminal Justice; NAMI Huntington; New Hour for Women and Children; T'ruah: The Rabbinic Call for Human Rights; VOCAL-NY; New York (United States of America);
- JS7 **Joint submission 7 submitted by:** The United Nations Association-New York; The United Nations Association-Greater Detroit; The United Nations Association of the United States of America; New York (United States of America);
- JS8 **Joint submission 8 submitted by:** The United Nations Association-Saint Louis Chapter; The United Nations Association-Southern New York State Division; Saint Louis (United States of America);
- JS9 **Joint submission 9 submitted by:** Indigenous Alliance Without Borders/ Alianza Indígena Sin Fronteras; International Mayan League; Tucson (United States of America);
- JS10 **Joint submission 10 submitted by:** International Human Rights Clinic of Seattle University School of Law; Global Rights Advocacy; Seattle (United States of America);
- JS11 **Joint submission 11 submitted by:** National Lawyers Guild; International Association of Democratic Lawyers; New York (United States of America);
- JS12 **Joint submission 12 submitted by:** The United Nations Association-Southern California Division; The United Nations Association-Greater Chicago Chapter; The United Nations Association-Greater Detroit Chapter; The United Nations Association-Kentucky Division; The United Nations Association-Whittier Chapter; The United Nations Association of the United States of America; Santa Monica (United States of America);
- JS13 **Joint submission 13 submitted by:** The United Nations Association —Westchester Chapter; The United Nations Association — Southern New York State Division; Hastings (United States of America);
- JS14 **Joint submission 14 submitted by:** The Center for Reproductive Rights; Abortion Care Network; Amnesty International; Black Mamas Matter Alliance; The City University of New York Law School, Human Rights and Gender Justice Clinic; National Advocates for Pregnant Women; If/When/How: Lawyering for Reproductive Justice, National Asian Pacific American Women's Forum, SisterSong, Women of Color Reproductive Justice Collective, Women Enabled International; Geneva (Switzerland);
- JS15 **Joint submission 15 submitted by:** Birmingham City University, Pace University; Birmingham (United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland);
- JS16 **Joint submission 16 submitted by:** Edmund Rice International, Augustinians International; Dominican Leadership Conference; Tri-State Coalition for responsible investment; Religious of the sacred heart of Mary; International Presentation Association; Congregation of Notre Dame; Vivat International; Loretto Community; Maryknoll; The Congregation of our lady charity of the good; Geneva (Switzerland).
- JS17 **Joint submission 17 submitted by:** The United Nations Associations-University of Hawai'i Manoa Chapter, The United Nations Associations Southern New York State Division; Honolulu (United States of America);

- JS18 **Joint submission 18 submitted by:** Blacks in Law Enforcement of America; The United Nations Association — Southern New York State Division; White Plains (United States of America);
- JS19 **Joint submission 19 submitted by:** University of Dayton Human Rights Center; Border Network for Human Rights; Dayton (United States of America);
- JS20 **Joint submission 20 submitted by:** International Law Association, American Branch, Subcommittee on U.S. Compliance with International Human Rights Law; International Human Rights Law Institute, Depaul University College of Law; Just Planet; Human Rights Research League; Phoenix (United States of America);
- JS21 **Joint submission 21 submitted by:** Navajo Nation Human Rights Commission; Diné Hataalii Association Inc.; Saint Michaels (United States of America);
- JS22 **Joint submission 22 submitted by:** Lawyer Moms of America; Project Amplify; Woodinville (United States of America);
- JS23 **Joint submission 23 submitted by:** US Human Rights Network with the contribution of 78 organisations and stakeholders; Atlanta (United States of America);
- JS24 **Joint submission 24 submitted by:** World Council of Churches Commission of the Churches on International Affairs; National Council of Churches of the Christ USA; Geneva (Switzerland);
- JS25 **Joint submission 25 submitted by:** Friends of the African Union; New Future Foundation; The African Diaspora Directorate, Friends of African Union EDcorp; Friends of Africans Union PBFS, Congress of Black Native Americans; Infinity Building Economics/Black Political Action Committee; Friends of African Union smartWISE; Black Methodist for Church Renewal Chapter of Keys of the Kingdom; United Methodist Church; Congress of Black Native Americans; Infinity Building Economics/Black Political Action Committee; Friends of Africans Union Mighty Forefront; Friends of Africans Union Ghana; Sons and Daughters of Africa; Friends of African Union Zimbabwe; Friends of African Union Ethiopia; The Universal Negro Improvement Association and African Communities League; The Town of Forth Coffee; CASH Community Development; Cincinnati (United States of America);
- JS26 **Joint submission 26 submitted by:** Puente Human Rights Movement; Coalición de Derechos Humanos; Poder in Action; South Texas Human Rights Center; The Border Network for Human Rights; The Rio Grande Valley-Equal Voice Network; The University of Dayton Human Rights Center; Trans Queer Pueblo; Phoenix (United States of America);
- JS27 **Joint submission 27 submitted by:** Virgin Islands Youth Advocacy Coalition Inc.; Virgin Islands Rastafari Sacramental Cannabis Council Inc.; Christiansted (United States Virgin Islands);
- JS28 **Joint submission 28 submitted by:** The Advocates for Human Rights; Illinois Coalition for Immigrant and Refugee Rights; Immigrant Law Center of Minnesota; ISAIAH; Massachusetts Immigrant and Refugee Advocacy Coalition; Northwest Immigrant Rights Project; Minneapolis (United States of America);
- JS29 **Joint submission 29 submitted by:** National Advocates for Pregnant Women; If/When/How: Lawyering for Reproductive Justice; Movement for Family Power; All-Options; Amnesty International; Birth Rights Bar Association; Black Mamas Matter Alliance; Center for Reproductive Rights; Human

- Rights and Gender Justice Clinic, City University of New York Law School; Human Rights Watch; National Network of Abortion Funds; Rise; SisterReach; Women and Harm Reduction International Network; Women's Rights and Empowerment Network; The Yellowhammer Fund; New York (United States of America);
- JS30 **Joint submission 30 submitted by:** The Whitney R. Harris World Law Institute at Washington University School of Law; The Institute for Public Health of Washington University in St. Louis; Saint Louis (United States of America);
- JS31 **Joint submission 31 submitted by:** Pittsburgh Human Rights City Alliance; Casa san Jose; Hill District Consensus Group; Just Harvest; Pittsburgh for CEDAW; Pittsburghers for Public Transit; Pittsburgh (United States of America);
- JS32 **Joint submission 32 submitted by:** Justice for Muslims Collective; Muslim Justice League; Washington D.D. (United States of America)
- JS33 **Joint submission 33 submitted by:** The DC Human Rights City Alliance; The United Nations Association of the National Capital Area; George Washington University Law School International Human Rights Clinic; Washington D.C. (United States of America);
- JS34 **Joint submission 34 submitted by:** Women Enabled International; The Lurie Institute for Disability Policy at Brandeis University's Heller School; Washington D.C. (United States of America);
- JS35 **Joint submission 35 submitted by:** Gender Justice Project at the University of the District of Columbia David A. Clarke School of Law; United Nations Association of the National Capital Area; Washington D.C. (United States of America);
- JS36 **Joint submission 36 submitted by:** University of Arizona Indigenous Peoples Law and Policy Program, Water Protector Legal Collective; Tucson (United States of America);
- JS37 **Joint submission 37 submitted by:** Human Rights Clinic, University of Miami School of Law; Environmental Justice Clinic, University of Miami School of Law; The Alliance for GLBTQ Youth; Struggle for Miami's Affordable and Sustainable Housing; Miami Workers Center; National Economic & Social Rights Initiative; Coral Gables (United States of America);
- JS38 **Joint submission 38 submitted by:** Fédération Internationale de l'Action des Chrétiens pour l'Abolition de la Torture; ACAT USA; Paris (France);
- JS39 **Joint submission 39 submitted by:** International Transport Workers' Federation; International Association of Machinists and Aerospace workers; London (United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland);
- JS40 **Joint submission 40 submitted by:** The World Organisation against Torture; REDRESS; The International Commission of Jurists; Geneva (Switzerland);
- JS41 **Joint submission 41 submitted by:** The Gwich'in Steering Committee; Cultural Survival; Land is Life; First Peoples Worldwide; American Indian Law Clinic at the University of Colorado; Fairbanks (United States of America);
- JS42 **Joint submission 42 submitted by:** Action on Smoking & Health; The African American Tobacco Control Leadership Council; Corporate Accountability International; Austrian Council on Smoking and Health; Centro de Investigacion para la Epidemia del Tabaquismo; Cigarette Butt Pollution Project; Comité National Contre le Tabagisme; European Network for Smoking and Tobacco Prevention; International Union Against Tuberculosis and Lung Disease; Jeewaka Foundation; New Vois Association of the Phils Inc.; Public Health

- Advocacy Institute; Southeast Asia Tobacco Control Alliance; Tanzania Tobacco Control Forum; UBINIG- Policy Research for Development Alternatives; Washington D.C. (United States of America);
- JS43 **Joint submission 43 submitted by:** Red Venezolana de Derechos Humanos; Sures; Genero con Clase; Embajada de Derechos Humanos; Red Ciega; Fundación por el Derecho a la Vivienda; Rompiendo la Norma; Base Lésbica Venezuela; Intersaber; Asociación Venezolana de Juristas; Fundación de Víctimas del Sicariato Campesino; Participación Activa y Social, por los Derechos de la Mujer y la Paz; La Araña Feminista; Caracas (Venezuela);
- JS44 **Joint submission 44 submitted by:** Best Practices Policy Project; Outlaw Project; Black Sex Workers Collective; New Jersey Red Umbrella Alliance; Desiree Alliance; Morristown (United States of America);
- JS45 **Joint submission 45 submitted by:** Institute on Statelessness and Inclusion; United Stateless; Americas Network on Nationality and Statelessness; Eindhoven (The Netherlands);
- JS46 **Joint submission 46 submitted by:** U.S. Human Rights Cities Alliance; US Human Rights Network; All Aboard for Justice; Creative Educators International Network; DC Human Rights City Alliance; Malcolm X Grassroots Movement; Medical Whistleblower Advocacy Network; Pittsburgh Human Rights City Alliance; Protect the Protest Task Force; Ubuntu Institute for Community Development; Turn South; Westside Justice; Pittsburgh (United States of America);
- JS47 **Joint submission 47 submitted by:** Human Rights Clinic, University of Miami School of Law; Why Hunger; FIAN International; Food Studies Program at Syracuse University; Center for Hunger-Free Communities; Coral Gables (United States of America);
- JS48 **Joint submission 48 submitted by:** University of Miami School of Law Human Rights Clinic; Rural Women's Health Project; Florida Legal Services; Florida Council Against Sexual Violence; Coral Gables (United States of America);
- JS49 **Joint submission 49 submitted by:** University of Miami School of Law Human Rights Clinic; Miami Workers Center; WeCount!; Community Justice Project; National Domestic Workers Alliance; Coral Gables (United States of America);
- JS50 **Joint submission 50 submitted by:** Istituto Internazionale Maria Ausiliatrice; International Volunteerism Organization for Women, Education, and Development; Veyrier (Switzerland);
- JS51 **Joint submission 51 submitted by:** Centro de Trabajadores Unidos en la Lucha; The Advocates for Human Rights; Minneapolis (United States of America);
- JS52 **Joint submission 52 submitted by:** Center for Global Nonkilling; Conscience and Peace Tax International; Geneva (Switzerland);
- JS53 **Joint submission 53 submitted by:** Pocasset Pokanoket Land Trust; The Land and Water Sovereignty Campaign Project; Pocasset Wampanoag Tribe of the Pokanoket Nation; Indigenous People's Network; Auburn (United States of America);
- JS54 **Joint submission 54 submitted by:** Women's International League for Peace and Freedom; Women's International League for Peace and Freedom United States of America; Geneva (Switzerland);
- JS55 **Joint submission 55 submitted by:** The Advocates for Human Rights; World Coalition Against the Death Penalty; Minneapolis (United States of America);

- JS56 **Joint submission 56 submitted by:** International Law Association, American Branch, Task Force on Immigrant Human Rights and Women's Rights; The International Refugee Assistance Project; The National Immigration Project of the National Lawyers Guild; The Interdisciplinary Human Rights Initiative of the College of Arts and Letters at San Diego State University; The Leitner Center for International Law and Justice at Fordham Law School; Iowa City (United States of America);
- JS57 **Joint submission 57 submitted by:** Indigenous Peoples and Nations Coalition; The Koani Foundation; Geneva (Switzerland);
- JS58 **Joint submission 58 submitted by:** National Law Center on Homelessness & Poverty; Global Initiative for Economic, Social, and Cultural Rights; Human Rights Clinic, University of Miami School of Law; Washington D.C. (United States of America);
- JS59 **Joint submission 59 submitted by:** The Center for Victims of Torture; Physicians for Human Rights; Washington D.C. (United States of America);
- JS60 **Joint submission 60 submitted by:** International Human Rights Center of Loyola Law School, Los Angeles; Federazione Italiana Diritti Umani; Los Angeles (United States of America);
- JS61 **Joint submission 61 submitted by:** United Nations Association of the United States of America; March for Our Lives; Washington D.C. (United States of America);
- JS62 **Joint submission 62 submitted by:** Lawyers Committee on Nuclear Policy; Western States Legal Foundation; Swiss Lawyers for Nuclear Disarmament; New York (United States of America);
- JS63 **Joint submission 63 submitted by:** Mama JuN - Mother's Justice Network; Women LEAD Network; Canby (United States of America);
- JS64 **Joint submission 64 submitted by:** Friends of the African Union; Vision Works Inc.; Cincinnati (United States of America);
- JS65 **Joint submission 65 submitted by:** Angry Tias and Abuelas, Refugio Del Rio Grande; Proyecto Libertad; Greenstein and Kolker Law Firm; Law Office of Virginia Raymond; Law Office of Thelma Garcia; Weslaco (United States of America).

Regional intergovernmental organization(s):

- IACHR-OAS Inter-American Commission on Human Rights-Organization of American States, Washington D.C. (United States of America);
- OSCE/ODIHR Office for Democratic Institutions and Human Rights of the Organization for Security and Co-operation in Europe, Warsaw (Poland).

² The following abbreviations are used in UPR documents:

- ICERD International Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination;
- ICESCR International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights;
- OP-ICESCR Optional Protocol to ICESCR;
- ICCPR International Covenant on Civil and Political Rights;
- ICCPR-OP 1 Optional Protocol to ICCPR;
- ICCPR-OP 2 Second Optional Protocol to ICCPR, aiming at the abolition of the death penalty;
- CEDAW Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination against Women;
- OP-CEDAW Optional Protocol to CEDAW;
- CAT Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment;

OP-CAT	Optional Protocol to CAT;
CRC	Convention on the Rights of the Child;
OP-CRC-AC	Optional Protocol to CRC on the involvement of children in armed conflict;
OP-CRC-SC	Optional Protocol to CRC on the sale of children, child prostitution and child pornography;
OP-CRC-IC	Optional Protocol to CRC on a communications procedure;
ICRMW	International Convention on the Protection of the Rights of All Migrant Workers and Members of Their Families;
CRPD	Convention on the Rights of Persons with Disabilities;
OP-CRPD	Optional Protocol to CRPD;
ICPPED	International Convention for the Protection of All Persons from Enforced Disappearance.

- ³ For relevant recommendations see A/HRC/30/12, paras. 176.1-176.72, 176.105-176.106, 176-109-176.112, and 176.342.
- ⁴ HRW, para. 4, referring to A/HRC/30/12, paras 176.17 (Mauritius), 176.21 (Kazakhstan), 176.23 (Bulgaria), 176.24 (India), 176.25 (Indonesia), 176.27 (Romania), 176.31 (Botswana), 176.32 (Iceland), 176.34 (Democratic Republic of the Congo), 176.35 (New Zealand), 176.38 (North Macedonia), 176.39 (Czech Republic), 176.40 (Turkey, Iraq, Slovenia, Bosnia and Herzegovina, France, Canada, China, Trinidad and Tobago, Japan), 176.41 (Lebanon), 176.42 (Latvia), 176.47 (Mali), 176.48 (Sweden, Timor-Leste, Algeria, Maldives, France, Portugal, Slovenia, China, Japan, Canada), 176.49 (Estonia), 176.50 (Libya), 176.56 (Islamic Republic of Iran), 176.58 (Guatemala, Canada, Bosnia Herzegovina, China), 176.60 (Philippines), 176.61 (Sudan), 176.46 (Austria); 176.62 (Trinidad and Tobago), and 176.55 (Burkina Faso).
- ⁵ HRW, para. 4. See also AI, p. 1 and IAPD, p. 2.
- ⁶ CS, p. 6, para. 17, FFF, p. 3, HRW, para.6, JAI, p. 7, JS29, para. 54, JS39, para. 20, JS47, p. 12, JS49, p. 13, para. 13, and UCCHRE, p. 8.
- ⁷ CS, p. 6, para. 17, HRW, para. 6, IAPD, p. 7, JS3, p. 12, para. 8, JS7, para. G3, JS12, para. F5, JS16, p. 9, JS24, p. 4, JS29, para. 54, JS34, para. 45, JS45, para. 36, JS47, p. 12, JS49, p. 13, para. 13, JS63, p. 7, SRI, para. 33, UCCHRE, p. 8, and UNA-USA, para. D5. See also JS35, para. E1.
- ⁸ CFYJ, para. 21, CS, p. 6, para. 17, FFF, p. 2, HBI, para. 21, HRW, para. 6, JS3, p. 12, para. 8, JS7, para. G3, JS12, para. F5, JS16, p. 9, JS45, para. 36, JS47, p. 12, SRI, para. 33, and UCCHRE, p. 8.
- ⁹ IAPD, p. 7, JS3, p. 12, para. 8, JS45, para. 36, and UCCHRE, p. 8.
- ¹⁰ CS, p. 6, para. 17, HRW, para. 6, JS7, para. G3, JS12, para. F5, JS34, para. 45, JS45, para. 36, and UCCHRE, p. 8.
- ¹¹ CS, p. 6, para. 17, GICJ, para. 30, and HBI, para. 21.
- ¹² JS38, p. 2, JS52, p. 6, and GICJ, para. 30. See also HBI, para. 21.
- ¹³ CS, p. 6, para. 17, GICJ, para. 30, Guale-Nation, p. 6, and HBI, para. 21.
- ¹⁴ JS45, para. 36.
- ¹⁵ JS39, para. 20.
- ¹⁶ JS39, para. 20.
- ¹⁷ Guale-Nation, p. 5 and JS41, para. 44(d). See also JS53, p. 1.
- ¹⁸ GICJ, para. 30 and JS52, p. 7.
- ¹⁹ CCR, p. 7, GICJ, para. 30, HRW, para. 6, JAI, p. 7, and JS52, p. 7.
- ²⁰ JS62, para. 17.
- ²¹ CEIN, p. 1, ICAN, p. 1, JS52, p. 7, and JS54, p. 10.
- ²² JS52, p. 7 and JS54, p. 13.
- ²³ AI, p. 1. See also AccessNow, para. 7, JS5, para. 23, JS23, para. 1, and SRI, para. 3.
- ²⁴ SBCC, para. 2.2.
- ²⁵ HRW, para. 3. See also, AI, p.1.
- ²⁶ JS62, para.17. See also JS54, p. 10.
- ²⁷ For relevant recommendations see A/HRC/30/12, paras. 176.73-176.74, 176.75-176.90, and 176.107-176.108.
- ²⁸ JS16, p. 9. See also JS24, p. 2, JS46, para. 57, and SIPC, p. 5.
- ²⁹ JS5, para. 26.
- ³⁰ For relevant recommendations see A/HRC/30/12, paras.176.91-176.95,176.113, 176.118-176.126, 176.131-176.136, 176.149, 176.160-176.161, and 176.162-176.164.
- ³¹ JS5, para. 21. See also TTI³ alliance, para. 2.1.
- ³² JS53, p. 7 and PC (USA), p. 1. See also JS26, paras. 2-3.
- ³³ JS20, paras. 4-5 and 16, JS26, paras. 2-3, JS53, p. 7, and PC (USA), p. 1.
- ³⁴ CCR, p. 6. See also HRC paras. 1-2, JS44, para. 8, JS56, paras. 5-7, SRI, para. 12, and TTI³ alliance, paras. 1.1a, 2.1, 2.1f.
- ³⁵ HRC, para. 20.

- ³⁶ AI, p. 4. See also JS7, para. C3.
- ³⁷ For relevant recommendations see A/HRC/30/12, para. 176.101, 176.103–176.104, and 176.341–176.343.
- ³⁸ JS54, para. 21. See also JS15, para. 32.
- ³⁹ JAI, para. 32. See also Guale-Nation, p. 2 and JS17, para. C7.
- ⁴⁰ JS16, para. 19.
- ⁴¹ JS53, para. 1.2. See also HIHR, p. 4.
- ⁴² Guale-Nation, p. 1.
- ⁴³ JS54, p. 9. See also JS15, p. 13, JS16, p. 8, and JS17, para. D3.
- ⁴⁴ AISSA, paras. 4-9, CNWN, paras. 2-7, FHA Iran, paras. 4-10, ILIA, paras. 7-13, JS43, paras. 4-23, LSFA, paras. 3-9, MGEC, paras. 6-12, MSAUIP, paras. 5-10, and ODVV, paras. 25-30.
- ⁴⁵ CNWN, para. 4, FHA Iran, paras. 7-9, ILIA, paras. 9-10 and 13, JS43, paras. 10-17, LSFA, paras. 4-5 and 7, MGEC, paras. 9-10, MSAUIP, paras. 5-10, and ODVV, para. 25.
- ⁴⁶ JS43, paras. 18-9. See also ILIA, para. 13, LSFA, para. 5 referring to A/HRC/19/33, CNWN, para. 4 ODVV, para. 25.
- ⁴⁷ For relevant recommendations see A/HRC/30/12, paras. 176.210–176.212, 176.239–176.250, 176.282, 176.286, 176.282, 176.285 and 176.288.
- ⁴⁸ For relevant recommendations see A/HRC/30/12, paras. 176.240 (Libya), 176.242 (Maldives), 176.244 (Bolivarian Republic of Venezuela), 176.246 (Malaysia), and 176.249 (Spain).
- ⁴⁹ CCR, p. 2, CVT, paras. 4-5, JS40, p. 3, and JS59, paras. 6-7. See also AI, p. 1.
- ⁵⁰ IACHR-OAS, p. 4. See also JS59, para. 7.
- ⁵¹ CCR, p. 2.
- ⁵² AI, p. 2.
- ⁵³ JS40, p. 3.
- ⁵⁴ JS59, paras. 11-12.
- ⁵⁵ CVT, para. 6.
- ⁵⁶ AI, p. 2. See also CVT, paras. 7-13, JS40, pp. 2-3.
- ⁵⁷ For relevant recommendations see A/HRC/30/12, paras. 176.13, 176.139, 176.143-176.145, 176.154–176.159, 176.165–176.202, 176.203–209, 176.210–176.212, 176.213-176.214, 176.215–176.228, 176.230–176.233, 176.286, and 176.287.
- ⁵⁸ AI, p. 2.
- ⁵⁹ GICJ, para. 5.
- ⁶⁰ GICJ, paras. 22-28. See also JAI, paras. 7-10.
- ⁶¹ JS2, para. I.i. See also JS54, para. 27.
- ⁶² ADHRB, p. 2.
- ⁶³ ACLU, p. 4. See also DHF para. 3, JS15, para. 16, and JS38, p. 1.
- ⁶⁴ ACLU, p. 5, AI, p. 3, DHF, para. 5, JS55, para. 26, and JS60 para. 1.
- ⁶⁵ ACLU, p. 5, AI, p. 3, JS55, para. 25, and JS60 para. 1.
- ⁶⁶ AI, p. 3. See also JS15, paras. 17-18.
- ⁶⁷ JS38, p. 1 and JS55, para. 65. See also AI, p. 3.
- ⁶⁸ JS55, para. 65. See also AI, p. 3 and JS38, p. 1.
- ⁶⁹ JS38 p. 2. See also ACLU, p. 7, AI, p. 5, JS55, para. 68, and PC (USA), p. 3.
- ⁷⁰ See JS20, para. 28, referring to A/HRC/30/12, paras. 176.139 (Peru), 176.143 (Plurinational State of Bolivia), 176.144 (Malaysia), 176.214 (Azerbaijan), 176.215 (Bulgaria), 176.216 (Canada), 176.219 (Thailand), 176.221 (Argentina), 176.222 (Australia), and 176.287 (Egypt).
- ⁷¹ HRW, para. 8. See also JS18, p. 4 and MCCR, para. 5.
- ⁷² AI, p. 3.
- ⁷³ JS18, p. 4, para D2. See also AFSC, p. 3.
- ⁷⁴ AI, p. 5.
- ⁷⁵ MCCR, para. 28.
- ⁷⁶ HRW, para. 11. See also JS24, p. 4.
- ⁷⁷ JS20, para. 28, referring to A/HRC/30/12, paras. 176.230 (Ecuador), 176.231 (Azerbaijan), 176.232 (Iceland) and 176.233 (Peru).
- ⁷⁸ JS20, para. 28.
- ⁷⁹ AmProg, p. 1. See also AI, p. 2, JS20, para. 17, IAPD, pp. 5-6.
- ⁸⁰ JS20, para. 17. See also JS30, para. 48.
- ⁸¹ Guale-Nation, p. 5. See also AI, p. 2, BRADY, para.10, and JS61, para. F1.
- ⁸² JS46, para. 29, AI, p. 2, BRADY, para.10 GLC, para. 13. See also JS20 para. 17.
- ⁸³ JS30, para. 31.
- ⁸⁴ JS30, para. 43. See also IACHR-OAS, p. 10 and JS20 para. 17.
- ⁸⁵ BRADY, para. 12, JS30, para. 39, and JS46, para. 30.
- ⁸⁶ JS30, para. 41.
- ⁸⁷ BRADY, para. 11. See also JS20, para. 18.

- 88 AmProg, p. 4. See also JS30, para. 26.
- 89 BRADY, para. 9.
- 90 JS20, para. 27 and JS30, para. 27. See also GLC, paras. 21-22, and JS46, para. 33.
- 91 BRADY, para. 13. See also AmProg, pp. 3-4, GLC, para. 28, JS20, p. 7, JS30, para. 62, and JS61, p. 4.
- 92 JS20, p. 7. See also AmProg, pp. 2-3, BRADY, para. 13, GLC, para. 28, JS30, para. 62, and JS61, p. 4.
- 93 BRADY, para. 13. See also JS20, p. 7 and JS30, para. 62.
- 94 CGJC, para. 1 referring to A/HRC/30/12, paras. 176.258 (Slovenia) and 176.289 (Denmark).
- 95 CGJC, para. 2.
- 96 CGJC, para. 2. See also JS23, para. 13.
- 97 AFSC, p. 3. See also JS6, para. 7, JS23, para. 11, JS28, paras. 40-42, and TTI³ alliance, para. 2.3b.
- 98 JS55, para. 41.
- 99 For relevant recommendations see A/HRC/30/12, paras. 176.51, 176.127–176.130, 176.137, 176.139–176.153, 176.161, 176.234–176.236, 176.258, 176.274–176.277, 176.289, and 176.291–176.292.
- 100 HRW, para. 7.
- 101 AFSC, p. 2. See also ACLU, p. 1 and JAI, para. 3.
- 102 JS24, p. 2. See also JS18, p. 5, para. E2.
- 103 JAI, para. 24. See also ACLU, p. 1, HRW, para. 28, and JS54, para. 16.
- 104 ACLU, p. 2.
- 105 ACLU, p. 3.
- 106 HRW, para. 10. See also JS6, p. 11. JS8, p. 4, para. D1.
- 107 JS46, para. 21.
- 108 JS24, p. 3. See also JS29, para. 29.
- 109 JS24, p. 3. See also JS29, para.30.
- 110 JS31, para. 33. See also JS18, p. 4, para. D4.
- 111 Justice-Strategies, para. 1.
- 112 ACLU, p. 6. See also JS24, p. 2.
- 113 ACLU, p. 6. See also JS24, p.4.
- 114 JS8, p. 4, para. D3.
- 115 For relevant recommendations see A/HRC/30/12, paras. 176.223 and 176.281.
- 116 DRAD, pp. 4-5.
- 117 DRAD, p. 5.
- 118 JS36, para. 20.
- 119 JS36, para. 21. See also CS, p. 3 and CCR, p. 5.
- 120 DRAD, p. 5. See also CCR, p. 4.
- 121 FLD, paras. 3 and 6. See also AI, p. 3, IACHR-OAS, pp. 4-5, JS10, p. 5, and AFSC, p. 4.
- 122 IACHR-OAS, page 3.
- 123 JS11, pp. 3-4.
- 124 JS11, pp. 4-5.
- 125 JS11, pp. 5-7. See also JAI, para. 20, JS13, para. E4, and JS24, p. 12.
- 126 AFSC, p. 3. See also JAI, para. 20, and JS13, para. E1.
- 127 JS33, paras. 1-23, NRPTT, paras. 1-14, Students for D.C. Statehood, paras. 1-14. See also UNPO, paras 3-4.
- 128 OSCE/ODIHR, para. 6.
- 129 OSCE/ODIHR, para. 10. See also OSCE/ODIHR, para. 6.
- 130 OSCE/ODIHR, paras. 6 and 10.
- 131 For relevant recommendations see A/HRC/30/12, paras. 176.262–176.264, 176.268–176.273, and 176.328.
- 132 JS51, p. 2.
- 133 JS18, para. F2.
- 134 JS12, para. D6.
- 135 JS51, p. 9, para. 41.
- 136 For relevant recommendations see A/HRC/30/12, paras. 176.293–176.307.
- 137 EPIC, para. 6.
- 138 JS32, p. 1. See also AFSC, p. 6.
- 139 EPIC, para. 1.
- 140 AccessNow, para. 22. See also HRW, para. 18.
- 141 JS45, para. 19.
- 142 For relevant recommendations see A/HRC/30/12, paras. 176.112, 176.114–176.117, 176.138, 176.261–176.264, and 176.332–176.333.
- 143 JS51, p. 5, para. 16.

- 144 JS51, p. 6, para. 24.
- 145 JS51, p. 8, para. 35.
- 146 JS49, para. 3.
- 147 JS23, para. 30. See also *The Harvest*, p.1.
- 148 JS51, p. 9, para. 41.
- 149 JS54, para. 17.
- 150 JS28, para. 43 and JS10, p. 3.
- 151 For relevant recommendations see A/HRC/30/12, paras.176.309–176.312.
- 152 JS47, p. 7. See also JS25, para. 10 and JS64, para. 10.
- 153 HRC, para. 32.
- 154 JS53, p. 7, para. 2.1.
- 155 JS58, para. 3. See also JS23, para. 35.
- 156 JS23, para. 35, JS58, para. 3.
- 157 JS23, para. 35, JS58, para 21, and MCLI, para. 10. See also JS37, p. 2 and JS54, para. 7.
- 158 JS24, p. 9.
- 159 JS53, pp. 7-8, para. 2.2.
- 160 AFSC, p. 2.
- 161 JS58, p. 14.
- 162 JS4, para. 1.
- 163 JS4, para. 11.
- 164 For relevant recommendations see A/HRC/30/12, paras. 176. 97–176.100, 176.308, 176.313–176.318, 176.335–176.337.
- 165 HRW, para. 23 referring to A/HRC/30/12, paras. 176.313 (South Africa) and 176.317 (Serbia).
- 166 HRW, para. 23. See also JS24, p. 7 and TTI³ alliance, para. 2.4.
- 167 JS1, para. 5. See also JS24, p. 7.
- 168 JS1, para. 8.
- 169 JS1, para. 19.
- 170 JS37, paras. 15 and 17.
- 171 JS1, para. 12.
- 172 JS42, para. 1.
- 173 HRW, para. 26. See also JS1, para. 12.
- 174 JS12, para. F3 and JS14, para. 36. See also AI, p. 4 and JS24, p. 4.
- 175 JS14, para. 36, JS12, paras. F3-F4, and PPFA, para. 17. See also JS7, para. F5, JS35, para. C3, and UNA-USA, para. D4.
- 176 JS14, para. 36.
- 177 PPFA, para. 17.
- 178 JS14, para. 38.
- 179 AI, p. 4. See also JS29, para. 47 and JS23, para. 9.
- 180 GJC, paras. 1-29, JS14, paras. 47-52, JS56, para. 8, PPFA, paras. 6-13 and 20-26, SCU-IHRC, paras.17-19, and SRI, paras. 18-21.
- 181 C-FAM, paras. 15-17 and Priests for Life, paras. 7-8.
- 182 HRW, para.20. See also PPFA, paras.14-19.
- 183 SRI, para. 24.
- 184 SRI, para. 27. See also HRW, para. 24.
- 185 JS14, para. 21. See also HRW, para. 20 and JS14, para. 23.
- 186 ECLJ, paras. 6 and 9-16, and UST Profile Center, pp. 1-6.
- 187 JS14, para. 7.
- 188 JS56, para. 10. See also SCU-IHRC, para. 30.
- 189 AHRC, p. 5 and JS14, para. 30.
- 190 UFI, paras. 1-40.
- 191 interACT, para. 3.
- 192 For relevant recommendations see A/HRC/30/12, paras. 176.309, 176.319, and 176.320.
- 193 USHRN-SEWG, p. 2. See also JS50, para. 7.
- 194 USHRN-SEWG, p. 4. See also IFLA, paras. 10-11.
- 195 For relevant recommendations see A/HRC/30/12, para. 176.319 (Armenia).
- 196 JS50 para. 10(a).
- 197 UCCHRE, p. 8.
- 198 HRE-USA, para. 6.1. See also MCCR, para. 28.
- 199 For relevant recommendations see A/HRC/30/12, paras. 176.114–176.117, 176.125, 176.228, and 176.255–176.257.
- 200 UNA-USA, para. D3. See also JS34, para. 9.
- 201 JS16, p. 9, JS7, para. G3, and CS, p. 5/para. VI (5). See also JS12, para. F5.
- 202 JS12, para. E2. See also JS50, para. 23.

- 203 JS24, p. 4. See also JS12, para. E3.
- 204 JS12, para. E3.
- 205 JS49, para. 9. See also JS48, p. 1.
- 206 JS34, para. 25.
- 207 AI, p. 4. See also JS50, para. 24.
- 208 CS, p. 5, para. e.
- 209 TTI³ alliance, para. 2.1d. See also AI, p. 5.
- 210 JS49, para. 1. See also JS47, pp. 9-10.
- 211 JS12, p. 7, para. F3. See also UNA UH-Manoa, para. F4.
- 212 JS50 para. 20.
- 213 For relevant recommendations see A/HRC/30/12, paras. 176.265 and 176.291-176.292.
- 214 GIEACPC, p 2.
- 215 CFYJ, para. 15. See also HRW, para. 29.
- 216 HRW, para. 29. See also ACLU, p. 2.
- 217 HRW, para. 31.
- 218 JS12, para. D7.
- 219 JS34, para. 11.
- 220 JS34, p. 12.
- 221 For relevant recommendations see A/HRC/30/12, paras. 176.311,176.321-176.327.
- 222 Guale-Nation, p. 1. See also SIPC, p. 4.
- 223 CS, p. 5, para. VI (1) and JS41, para. 44(c). See also ASHNYM, para. 6 and HIHR, p. 3.
- 224 CS, p. 1, para. a.
- 225 JS21, pp. 1-2.
- 226 HIHR, pp. 2-3.
- 227 CS, p. 1, para. b.
- 228 CS, p. 2.
- 229 JS53, p. 1, para. 1.0 and 5, para. 1.2.
- 230 JS53, p. 5, para. 1.2.
- 231 CS, p. 6, para. 10.
- 232 TKF, pp. 1-7 and HIHR, pp. 2-3.
- 233 JS57, p. 1.
- 234 For relevant recommendations see A/HRC/30/12, paras. 176.229,176.321, 176.329–176.331, 176.334, 176.335–176.337, and 176.338–176.340.
- 235 UNA-SNY, para. D1.
- 236 JS28, p. 3, para. 8. See also AI, p. 2, CCR, p. 3, CVT, para. 29, Haas Institute, para. 3, and JS20, paras. 6-15.
- 237 AI, p. 2. See also JS28, p. 3, para. 9.
- 238 JS56, para. 19. See also JS24, p. 5, IACHR-OAS, p. 4, JS28, p. 2, para. 4, JS65, para. 28, TTI³ alliance, para. 2.6, and UNA-SNY, para. E1.
- 239 HBI, para. 9.
- 240 JS3, para. 13. See also PHR, paras. 11-14 and SBCC, para. 1.3.
- 241 JS28, p. 2, para. 4.
- 242 JS56, para. 19.
- 243 JS3, para. 12. See also JS28, p. 3, paras. 6-7, and JS26, para. 31.
- 244 JS56, para. 17. See also HBI, para. 8, HRW, para. 12, JS65, para. 39 and SBCC, para. 1.3.
- 245 JS3, paras. 7-10, JS28, p. 4, para. 10, UNA-SNY, para. D4, and UNA-USA, para. C3.
- 246 MWAN, para. 2. See also JS23, para. 18.
- 247 SBCC, para. 1.6. See also JS19, p.3, paras. 1-3.
- 248 JS19, pp. 2 and 8.
- 249 JS28, p. 5, para. 17.
- 250 AI, p. 3. See also JS12, para. G2 and HBI, para. 11.
- 251 AI, p. 3. See also JS19, p. 2, and JS28, pp. 8-9, paras. 34-36.
- 252 AFSC, pp. 4-5, JS19, p. 2, and JS26, para. 36. See also IACHR-OAS, pp. 9-10, JS28, p. 1, para. 5, JS50, para. 13.
- 253 JS28, p. 9, para. 39. See also JS12, para. G2, JS19, p. 2, and JS63, p. 3.
- 254 JS9, para. 32.
- 255 JS63, p. 2. See also JS14, para. 33.
- 256 UNA-SYN, p. 5, para. F1.
- 257 PHR, para. 9. See also AFSC, p. 4, CS, p. 4, para. d, JS9, paras. 2 and 22, and JS65, para. 29.
- 258 JS22, paras. 13-14. See also CLS-IRC, paras. 1-21, SCU-IHRC, para. 9 and TTI³ alliance, para. 2.6.
- 259 UNA-SNY, F4. See also HBI, paras. 35-36, HRW, para. 15, JS7, para. E4, JS16, p. 7, JS26, para. 37, JS12, para. G4, JS19, p.2, and PHR, para. 17.

²⁶⁰ AI, p.5. See also CS, p. 6, para. 16, HBI, para. 31, HRW, para. 15, JS16, p. 6, JS24, p. 5, SCU-IHRL, para. 13, TTI³ alliance, para. 2.6b, and UNA-USA, p. 2.

²⁶¹ JS45, para. 16.

²⁶² JS45, paras. 17-18.

²⁶³ UNPO, para. 1. See also HGCR, p. 2.

²⁶⁴ JS27, p. 2.

²⁶⁵ AHRC, pp. 6-7. See also HGCR, pp. 6-7.

²⁶⁶ OSCE/ODIHR, para. 6. See also JS27, p. 8.